

Le devoir d'articuler le discours politique avec l'action sociale

MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.

Les célébrations du Cinquantenaire de *Congo-Afrique*, déjà annoncées dans l'éditorial du mois de janvier 2011 et programmées tout au long de cette année jubilaire, sont l'occasion de revenir sur les fondamentaux de notre revue, c'est-à-dire son orientation fondamentale et à laquelle elle s'est toujours référée à chaque tournant de sa vie ; ce qui l'a portée dans sa vision et a motivé ses contributeurs et lecteurs; ce qui a toujours soutenu notre engagement par l'écrit et permet encore dans les temps présents de le comprendre. L'un de ces fondamentaux est la visée sociale qui a placé tout le social au cœur de la réflexion publiée par la revue et du dialogue entre les composantes de la société que cette réflexion instaure.

Le caractère essentiel du social comme dimension constitutive et descriptive de la personne humaine et à travers laquelle l'homme se déploie et existe, n'est pas à démontrer. Comme on peut le constater : la quasi-totalité des réclamations qui ont la rue pour leur lieu d'expression, le nombre des protestations qui investissent les avenues de nos villes et cités ont pour cause le social. L'importance du social tient en ce qu'il concerne ce qui constitue les hommes comme êtres de communauté.

Pour le politique en RD Congo, le social n'est malheureusement souvent évoqué que dans le discours: sous forme de promesses vite oubliées ou pour calmer les ardeurs de la rue quand elle revendique et gronde. Dans nos pays, souvent, le social n'a donc de réalité qu'idéelle ; elle est absente dans les réalisations. Il suffit qu'il y ait le mot « social » dans un discours pour que l'on y donne son assentiment ou que l'ont croit ses attentes réalisées.

Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

Pourtant, le social est tout d'abord et fondamentalement un domaine de l'action. On comprend le titre de *Documents pour l'Action* que choisirent les Pères fondateurs de la revue *Congo-Afrique* pour signifier la visée sociale et pragmatique des réflexions qui allaient y être publiées, montrant par là le lien intrinsèque entre la réflexion qui prend les faits sociaux pour son contenu et la nécessité de traduire celle-ci dans un engagement public de société, c'est-à-dire dans une action qui transforme les structures sociales et les personnes qu'elles servent.

C'est au cœur de ce lieu de la rencontre de la réflexion avec l'action formatrice qui formate la société et les comportements des hommes que notre revue a, tout au long de ses cinquante ans d'histoire, ancré sa vision, celle de participer par la réflexion à « l'approfondissement des capacités humaines et de la vie chrétienne », c'est-à-dire de participer à « l'étude et à la promotion des structures sociales et économiques du Congo ». Visée d'information et de formation qui, concrètement, signifiait et signifie encore : réaliser des études et des recherches, non pas seulement pour documenter, mais aussi et surtout en vue de susciter et de permettre une action plus éclairée et donc plus efficace, qui inclue aussi les problèmes de culture dans une articulation de l'action culturelle et de l'action sociale.

Cette vision, qui est celle du CEPAS, s'est progressivement enrichie d'une ambition de formuler une doctrine sociale s'enracinant dans les valeurs chrétiennes et en tenant compte des déterminations concrètes des temps vécus. C'est dans cette forme qu'elle a été léguée à la revue, son organe d'expression, comme devoir à réaliser et comme responsabilité à assumer. Sous la plume du Père Léon de Saint Moulin SJ dans l'article sur *Les cinquante ans de Congo-Afrique et l'objectif d'apostolat social du CEPAS*, qui retrace cette belle et héroïque histoire de la revue, pleine de péripéties qui dévoilent la sagesse et la prudence de nos vaillants prédécesseurs dans la direction de la revue, le lecteur se rendra compte que leurs efforts ont été précisément investis dans un engagement qui atteste la nécessité de ne pas en rester au pur et simple discours quand il s'agit du social. Nécessité de réfléchir mais aussi de passer à l'action ; exigence de réalisation ; obligation de lier recherche scientifique et transformation réelle des structures socio-économiques et des hommes, c'est-à-dire simple pratique sociale. Car « ce sont les hommes qui font l'histoire ».

Un des biens sociaux fondamentaux à sauvegarder par la communauté humaine est la paix. La réflexion, cette action redoutable et profonde qui éclaire tout engagement social et participe ainsi à son efficience, doit aussi se laisser interpeller par la paix. Défié, comme beaucoup d'entre nous, par l'insécurité récurrente qui marque foncièrement le quotidien du Congolais, l'Abbé Edouard Litambala Mbuli livre dans ce numéro son plaidoyer *Pour une culture de la paix en RD Congo*. Il convie toute personne bien pensante et de bonne volonté dans ce pays à assumer sa responsabilité intellectuelle, qui consiste « à réfléchir aux

enjeux de la culture de la paix en RD Congo à la fois comme défi à relever et un idéal à poursuivre ». Cette réflexion sur la paix devrait exploiter toutes les ressources que la culture démocratique et l'expérience managériale de la communauté internationale en cette matière mettent à notre disposition.

En cette année du jubilé d'or de *Congo-Afrique*, qui suit le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo, nous aimerions dire que les slogans que l'on a souvent entendus sur des hypothétiques « année du social », « budget social », « chantier social » ne suffisent pas. C'est qu'il faudrait, c'est articuler le discours politique fait souvent de promesses avec l'action sociale et culturelle de transformation des conditions de vie. Se laisser transformer et transformer la société dont l'on a la responsabilité de façonner, c'est ce à quoi nous sommes tous interpellés.

MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.